

Discours de Margareta Kiener Nellen, Conseillère nationale suisse, avocate, www.kienernellen.ch

prononcé au

2ème Forum des Femmes d'Eurasie à Saint-Petersbourg le 21 septembre 2018

- | | |
|--|--|
| 1. Приветствие | <i>Уважаемая госпожа президент!
Уважаемые коллеги Евразийского Парламента!
Уважаемые женщины всех стран!
Уважаемые присутствующие!</i> |
| 2. Представление
(фамилия, имя,
группа,
образовательное
учреждение, город) | <i>Приветствую Вас от имени швейцарских национальных советниц и выражаю благодарность госпоже Валентине Матвиенко, президенту Федеративного Совета, , председателю Совета Федерации Федерального Собрания Российской Федерации и организаторам за очень ценное приглашение участвовать во Втором Евразийском женском форуме здесь, в Санкт-Петербурге.</i> |
| 3. Цель выступления | <i>Целью моего выступления является, во-первых, кратко проинформировать вас о ситуации в Швейцарии и, во-вторых, напомнить о Резолюции 1325 Совета Безопасности ООН.</i> |
| 4. Тема | <i>Как достичь равенства мужчин и женщин на всех общественных постах.</i> |

Passons des paroles aux actes, chères Collègues !

1. La situation en Suisse

- Demain samedi 22 septembre 2018, une grande marche nationale aura lieu en Suisse pour l'égalité des salaires, contre les discriminations et le sexisme! Economiquement, malgré le droit constitutionnel depuis 1981 qui stipule salaire égal pour un travail de valeur égale, les femmes gagnent encore jusqu'à 20 pourcent moins que les hommes. Conséquence de cela : Après la retraite, les femmes disposent de 37 pourcent de revenus en moins que les hommes.
- Le lundi 24 septembre 2018 le Conseil national suisse traitera un projet de loi, déjà adopté par le Conseil des Etats, qui oblige – enfin - les entreprises à effectuer des analyses systématiques sur le respect de l'égalité des salaires.

2. L'importance de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU

Depuis 2000, la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU exige que les femmes participent sur un pied d'égalité aux processus de paix. Et je cite ce que Madame Matvienko a dit dans son discours d'ouverture du forum :

« Nous, femmes, devons être déterminées de régler paisiblement tous les conflits ! »

Toutefois, en dépit des 76 plans d'action nationaux actuels visant à mettre en œuvre la résolution, pratiquement aucun pays ne l'a systématiquement intégrée dans sa politique de paix, sa politique étrangère, sa politique de sécurité et sa politique intérieure. Et ce malgré le fait que l'égalité des genres est un élément clé pour atteindre les objectifs de durabilité des Nations Unies d'ici 2030 : réduction de la pauvreté dans le monde, progrès durables dans l'éducation, l'économie ou la santé, et communautés pacifiques.

Pourquoi les femmes jouent-elles un rôle si important dans l'élaboration d'un processus de paix ? Tout simplement, avec leur participation, la paix est plus durable et les accords ont plus de chances d'être mis en œuvre.

Une étude de l'ONU le montre clairement : Un accord de paix avec la participation de groupes de femmes augmente la possibilité d'une paix durable. Statistiquement, la probabilité que la paix dure au moins 15 ans est de 35 % plus élevée, et la mise en œuvre de l'accord est plus probable. Apparemment, les femmes sont remarquées comme intermédiaires dans les négociations de paix entre parties hostiles. Elles apparaissent comme médiatrices, n'agissent pas de façon hiérarchique, mais sont inclusives et insistent sur la résolution civile des conflits. Elles amènent des autres sujets aux tables de négociations : questions sociales, santé, traitement des crimes de guerre ou la violence sexuelle et domestique. Elles agissent fortement en faveur des droits des minorités, telles que les minorités ethniques ou religieuses, personnes malades ou âgées, enfants. **C'est un élément très important : Si aucun groupe n'est exclu du processus de paix, la chance pour une paix durable est augmentée et la répétition du conflit diminué. «Quand les femmes sont présentes, la nature du dialogue change» – donc une autre étude de l'ONU.**

Exemples positifs :

- **Négociatrice en chef aux Philippines**

Des signes positifs sont venus des Philippines en 2014. Après 40 ans de conflit armé sur la deuxième plus grande île de Mindanao et 17 ans de négociations, le gouvernement a signé un accord de paix avec le Front islamique de libération Moro (MILF). Il contenait diverses réglementations sur les droits des femmes et l'inclusion systématique des femmes. Elle a été l'une des premières femmes au monde à signer un traité de paix avec un groupe rebelle : Miriam Coronel Ferrer.

En 2011, Miriam Coronel Ferrer a été la seule femme nommée à la délégation gouvernementale et, avec l'aide des groupes de femmes de la société civile, elle a fait en sorte que de plus en plus de représentants du MILF et des groupes autochtones participent au processus. En fin de compte, les parties ont réussi à établir conjointement les droits des femmes dans 8 des 16 articles de l'accord, tels que la protection contre la violence et la discrimination. Les femmes devraient se voir accorder

des sièges réservés au parlement régional et le droit à une "participation politique significative", y compris dans le gouvernement intérimaire de Mindanao. A titre de comparaison : Selon ONU Femmes, les 585 accords de paix conclus entre 1990 et 2010 ne font état que de 92 mentions des questions de genre.

Entre 1990 et 2000, année où le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1325, seuls 11 pour cent des accords de paix signés incluaient une référence aux femmes. Entre 2000 et 2015, à l'anniversaire de la résolution, 27 pour cent des accords de paix ont mentionné les femmes. Sur les six accords résultant des pourparlers de paix ou des processus de dialogue national appuyés par l'ONU en 2014, 67 pour cent contenaient des références concernant les femmes, la paix et la sécurité (UN Women 2015).

Statistiques

- En septembre 2018, l'analyse de la WILPF montre que 76 États membres de l'ONU (39 % de tous les États membres de l'ONU) ont des plans d'action nationaux (PAN) au titre de la résolution 1325. Malgré ces progrès, sur les 76 PAN adoptés à ce jour, seuls 17 (22 %) prévoient un budget alloué pour la mise en œuvre du PAN dès sa publication. En outre, 22 seulement (28%) contiennent des références au désarmement et prévoient des actions spécifiques pour désarmer la société et contrôler le commerce illicite des armes légères. Enfin, 39 PAN (52 %) expliquent le processus de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des PAN. En dépit de l'histoire récente de conflits ou de la participation de certains pays à des interventions militaires et au commerce des armes, l'analyse et la prise en compte du lien entre le désarmement, l'égalité des sexes et la violence sont insuffisantes. (WILPF: <https://www.peacewomen.org/member-states>)

Obstacles et difficultés

- « Toutefois, une grande partie des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 1325 continuent d'être mesurés en termes de « premières » plutôt que de pratiques standard (UN Women 2015). »
- « Même si la participation des femmes aux processus de paix officiels a lentement progressé, une étude des 31 principaux processus de paix menés entre 1992 et 2011 a révélé que seulement neuf pour cent des négociateurs étaient des femmes — un chiffre négligeable étant donné les problématiques en jeu (UN Women 2015). »
- « Bien qu'on entende beaucoup de grandes déclarations en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité, le financement destiné aux programmes et aux processus en la matière reste extrêmement faible dans tous les domaines. L'aide bilatérale accordée aux États fragiles pour les questions de genre a augmenté, mais elle ne représente toujours que six pour cent du paquet d'aides total et seulement deux pour cent de l'aide réservée à la paix et à la sécurité. En outre, la qualité de l'aide de type « projet » doit être restructurée et réexaminée (UN Women 2015). »
- « En outre, le soutien financier apporté par les pays industrialisés, mais aussi par l'ONU ou l'UE à l'égalité des genres dans la politique de paix et de sécurité est nettement

disproportionné par rapport à l'importance accordée aux femmes dans la gestion des crises et des conflits. » (Gitti Hentschel 2015).

- « L'insuffisance des fonds et des ressources a peut-être représenté l'obstacle le plus grave et le plus constant à la mise en œuvre des engagements en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité au cours des 15 dernières années (UN Women 2015). »
- Conclusion principale de l'étude de Inclusive Peace & Transition Initiative et UN Women de 2016: « En résumé, faire en sorte que la participation des femmes compte est plus important que le simple fait de compter le nombre de femmes engagées dans les processus de paix. »
- Le rapport du Conseil de sécurité sur WPS de 2017 confirme que : « Les femmes continuent d'être sous-représentées aussi bien dans les délégations aux processus de paix dirigées ou codirigées par l'Organisation des Nations Unies qu'en tant que négociatrices en chef, malgré l'existence d'un cadre normatif pour une participation égale et réelle des femmes et les données factuelles qui attestent qu'il existe un lien entre la participation des femmes et la durabilité des accords de paix. » (Conseil de sécurité 2017)

Recommandations

- « Il faut remédier à l'insuffisance répétée des fonds alloués au programme pour les femmes, la paix et la sécurité (UN Women 2015). »
- « La résolution 1325 est un mandat des droits humains. Il ne faut pas oublier que la résolution 1325 a été conçue pour être une résolution sur les droits humains devant promouvoir les droits des femmes dans les situations de conflit. Il faut mener toute politique ou programme concernant les femmes, la paix et la sécurité en gardant cela à l'esprit. Les tentatives de « sécurisation » des enjeux et d'utilisation des femmes comme instruments dans les stratégies militaires doivent être systématiquement découragées. (UN Women) »

3. Initiative globale des Femmes pour la Paix autour du Monde – PeaceWomen Across the Globe (PWAG)

J'ai personnellement l'honneur de siéger au Comité international de l'initiative globale « PeaceWomen Across the Globe (PWAG) », initiative privée qui gère un réseau croissant des 1000 femmes nommées pour le prix Nobel de la paix en 2005. L'organisation internationale basée à Berne/Suisse s'engage en faveur de la participation des femmes à la promotion de la paix. PWAG encourage l'échange d'expériences entre les femmes militantes pour la paix dans le monde entier et s'engage pour un travail de paix durable et visible des femmes.

- **Tables de Paix des Femmes** : Afin de promouvoir la participation substantielle des femmes aux processus de paix, PWAG organise des Tables de Paix des Femmes dans le monde entier. Dans ces plates-formes locales, nationales et régionales, les femmes discutent des préoccupations qu'elles ont pour une paix durable. En Colombie, au

Pakistan, aux Philippines, en République démocratique du Congo, en Afghanistan, au Kenya, au Bangladesh, au Sénégal et dans de nombreux autres pays, les Tables de Paix pour les Femmes se concentrent sur la résolution des conflits sensibles au genre, la violence basée au genre, la discrimination et le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent.

- **Réseau mondial des femmes activistes pour la paix** : Femmes de Paix autour du Monde développe un outil en ligne pour les femmes activistes pour la paix du monde entier. Les biographies des femmes nommées pour le prix Nobel de la paix en 2005 seront mises à jour et les histoires de nouvelles femmes activistes seront présentées. L'outil en-ligne permet l'échange d'expériences entre les femmes activistes pour la paix actives dans le monde entier, mais aussi pour des utilisatrices et utilisateurs externes, afin de trouver des activistes pour la paix dans le monde entier par pays, domaine et expertise.

Passons des paroles aux actes, chères Collègues !

Je vous remercie de votre attention.

Annexe :

Mise en œuvre de la résolution 1325 en Suisse

Pour mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU (Femmes, paix et sécurité), la Suisse a adopté plusieurs plans d'action nationaux (PAN 1325) depuis 2007. Le quatrième plan d'action est en cours d'élaboration et va être lancé bientôt. La consultation de la société civile joue un rôle important à cet égard.

L'organisation Femmes des Paix autour du Monde, ensemble avec KOFF et le cfd coordonne le suivi du PAN Suisse du côté de la société civile. Le soutien de la société civile vise à accroître la pertinence du PAN 1325 suisse pour la promotion de la paix dans la pratique et à faire connaître le PAN 1325 et ses objectifs à la politique et au public suisses. Cela implique un dialogue politique régulier avec divers participants et deux études de terrain supplémentaires sur des sujets pertinents pour les PAN. En outre, le projet prévoit une coopération avec les parlementaires, des conférences publiques et des travaux avec les médias.

Sources:

- UN Women (2015): Prévenir les conflits, transformer la justice, obtenir la paix. Étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. <http://wps.unwomen.org/index.html>.
- Inclusive Peace & Transition Initiative et ONU Femmes (2016): Faire que les femmes comptent - ne pas simplement les compter : Évaluation de l'inclusion et de l'influence des femmes dans les négociations de paix .
<https://www.inclusivepeace.org/sites/default/files/IPTI-ONU-Femmes-Faire-Que-Les-Femmes-Comptent.pdf>.
- WILPF: <https://www.peacewomen.org/member-states>

- Conseil de sécurité (2017): Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité. <http://undocs.org/fr/S/2017/861>.
- Scheub, Ute (2017): Ohne Frauen keinen Frieden. Ungleichheit zwischen den Geschlechtern ist eine der meistunterschätzten Konfliktfaktoren. Auch deshalb sind Frauen in Friedensprozessen unersetzbar.